



**CLIMATE
ACTION
NOW**



**RAPPORT
D'ACTIVITÉ**

**} réseau
action
climat france**

SOMMAIRE

03

RAPPORT MORAL
DU PRÉSIDENT

04

QUI SOMMES-
NOUS?

06

2019 EN
QUELQUES DATES

08

COMMUNICATION
ET PUBLICATIONS

12

NOS FINANCES
EN 2019

14

**RENDRE
LES ACTEURS
REDEVABLES**
DE LEURS
ACTIONS
ET ŒUVRER
À UNE
GOUVERNANCE
RENFORCÉE
SUR LE CLIMAT

18

**RENFORCER
L'AMBITION DES
POLITIQUES
NATIONALES**
POUR RÉDUIRE
LES ÉMISSIONS
DE GAZ À EFFET
DE SERRE

22

**AGIR EN FAVEUR
D'UNE AMBITION
CLIMATIQUE
RENOUVELÉE**
À L'ÉCHELLE
EUROPÉENNE

25

**SOUTENIR
LES INITIATIVES
LOCALES** DE
RÉDUCTION DES
ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE

29

**CONCILIER
L'URGENCE
CLIMATIQUE
ET L'IMPÉRATIF
DE JUSTICE
SOCIALE**

32

**VERDIR LES
FINANCEMENTS**
POUR RÉDUIRE
EFFICACEMENT
LES ÉMISSIONS
DE GAZ À EFFET
DE SERRE

35

**TENIR LA
FRANCE
RESPONSABLE**
DE SES
ENGAGEMENTS
CLIMATIQUES
INTERNATIONAUX

38

**PARTICIPER À
L'INFORMATION
DES CITOYENS**
SUR L'URGENCE
CLIMATIQUE



LE RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

J'écris ce rapport dans le contexte d'une crise sanitaire, sociale et économique majeure, et d'une période de confinement que la France n'avait jusqu'alors jamais vécue en temps de paix. Mes pensées vont naturellement à celles et ceux qui ont perdu des proches pendant cette crise, et à celles et ceux qui ont souffert de la maladie.

Il est évidemment risqué de tirer des enseignements à chaud d'un évènement aussi exceptionnel, d'autant que la multiplication des déclarations à l'emporte-pièce sur le thème « je-vous-l'avais-bien-dit-et-cette-crise-montre-que-j'avais-raison-de-défendre-XXXXXX » est particulièrement agaçante. Il n'empêche que nous sommes tous bien obligés d'anticiper les changements que l'on peut attendre de cette crise, sur le front du dérèglement climatique.

Beaucoup a été écrit sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre entraînée par la chute de l'activité. Quoique réelle, cette baisse n'est que transitoire, donc de peu d'importance pour le réchauffement. Quel sera l'effet de long terme ? D'un côté, la sortie du confinement en Chine ou en Italie s'accompagne d'une méfiance vis-à-vis des transports en commun et d'un report sur la voiture. De plus, la place de la maison individuelle, bien plus agréable à vivre qu'un appartement en période de confinement, risque d'être confortée, d'où une pression encore accrue à l'artificialisation des terres et à la voiture individuelle. Enfin, les lobbies industriels se mobilisent pour retarder ou annuler les timides politiques climatiques que nous avons obtenues de haute lutte.

D'un autre côté, la multiplication des infrastructures cyclables créées en quelques semaines laisse espérer un développement pérenne et massif du vélo. De plus, la crise a permis à un large public de prendre conscience des effets néfastes de l'élevage et de la destruction des habitats naturels dans la transmission des zoonoses, et de ceux de la mondialisation libérale, à la fois quant à la circulation rapide des maladies et quant à la perte de capacité des pouvoirs publics à répondre rapidement aux crises.

Toutefois, à mon avis, le plus important est ailleurs : la majorité des gouvernements a choisi de mettre en place des mesures radicales motivées par la protection de vies humaines, malgré un coût social et économique sans commune mesure avec celui des

politiques envisagées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures ont souvent été prises trop tard, fréquemment de manière maladroite, mais le fait est là : un confinement massif a été mis en œuvre par des gouvernements pourtant parfaitement conscients qu'il entraînerait une baisse massive de la production et de l'emploi.

Quel contraste avec les politiques de réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, dont beaucoup d'études montrent un effet positif ou neutre sur l'emploi si elles sont bien conçues, mais qui pourtant ne sont toujours pas mises en œuvre ! Visiblement, les décideurs se sont sentis beaucoup plus concernés par le coronavirus que par le dérèglement climatique, ou que par la pollution atmosphérique. De nombreux facteurs peuvent expliquer cet écart, comme la soudaineté de la menace constituée par la Covid-19 (le fameux syndrome de la grenouille, qui fuit si elle est plongée dans une casserole d'eau bouillante, mais qui se laisse mourir si l'eau est réchauffée progressivement), ou le fait qu'elle touche proportionnellement davantage les hommes âgés (donc la majorité des décideurs). Il importe d'analyser les raisons de cette divergence dans les réponses politiques, et d'en tirer les enseignements pour les politiques climatiques.

Par ailleurs, une bonne nouvelle mérite d'être signalée : la crise du coronavirus n'a pas affaibli la légitimité de la lutte contre le dérèglement climatique dans la population, au contraire. Selon un récent sondage¹, 76% des Français interrogés (contre 17%) considéraient que le dérèglement climatique était une menace aussi grave que le covid-19. Selon ce même sondage, une franche majorité des Français interrogés souhaitent que les plans de relance fassent de la lutte contre le dérèglement climatique une priorité, et pensent que cette crise va augmenter le nombre de personnes impliquées dans la protection de l'environnement. On peut donc espérer que l'époque où les préoccupations environnementales reculaient à chaque crise économique est derrière nous. Reste à inventer les nouvelles manières de se mobiliser dans un monde différent (à quand la prochaine marche pour le climat ?), et, pour nos associations, à continuer à agir de manière solidaire ce qui est rendu forcément plus difficile par l'absence de réunions physiques. Pour terminer, je tiens à féliciter l'équipe salariée du Réseau Action Climat pour son engagement pendant toute l'année, mais particulièrement pendant la période de confinement et de passage au télétravail dans des conditions parfois difficiles. Comme ces professions acclamées à 20 heures tous les jours, ils et elles méritent nos applaudissements !

Philippe Quirion

1. Ipsos | Earth Day GB 2020 | April 2020

QUI SOMMES-NOUS?

Le Réseau Action Climat est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques. Il regroupe 22 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques, de lutte contre la pauvreté et de solidarité internationale. Il comporte par ailleurs un collège d'associations locales ainsi qu'un collège d'adhérents individuels. Il a pour principale mission de lutter contre le dérèglement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale.

22 ASSOCIATIONS
NATIONALES MEMBRES

40 ADHÉRENTS
INDIVIDUELS

7 MEMBRES DU
BUREAU EXÉCUTIF

10 ASSOCIATIONS
LOCALES

13 SALARIÉS

71 000 ABONNÉS SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX

SIÈGES ET AGRÉMENT

Le Réseau Action Climat est agréé par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire « Association nationale de protection de l'environnement ». Il siège dans différentes instances nationales, notamment :

- Conseil National de l'Alimentation
- Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)
- Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)
- Conseil d'Orientation de l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC).
- Comité pour l'économie verte.
- Comité de pilotage des assises européennes de la transition énergétique.

RÉSEAUX EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- Membre et antenne française du Climate Action Network Europe et du Climate Action Network International.
- Membre de Transport & Environment.
- Administrateur du Réseau Climat & Développement.

CAMPAGNES COLLECTIVES

- Stay Grounded, Pour une autre PAC et le Pacte du pouvoir de vivre.

LES ASSOCIATIONS NATIONALES MEMBRES



LE BUREAU EXÉCUTIF DU RÉSEAU ACTION CLIMAT



PHILIPPE QUIRION
PRÉSIDENT



EDOUARD TOULOUSE
TRÉSORIER



ANTOINE BONDUELLE
ADMINISTRATEUR



PIERRE PERBOS
ADMINISTRATEUR



DAMIEN DEMAILLY
ADMINISTRATEUR



RAPHAËLLE GAUTHIER
ADMINISTRATRICE



DIANE VANDAELE
ADMINISTRATRICE

Les membres du Bureau exécutif participent activement à la gestion courante de l'association et aux actions et travaux du Réseau Action Climat.

L'ÉQUIPE SALARIÉE (AVRIL 2020)



MORGANE CRÉACH
DIRECTRICE



EMMANUEL BERNARD
GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF



AGATHE BOUNFOUR
RESPONSABLE TRANSPORTS



ANNE BRINGAULT
RESPONSABLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



CAROLE BRUN
RESPONSABLE DE GESTION ET DU DÉVELOPPEMENT ASSOCIATIF



SIMON COQUILLAUD
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION



CYRIELLE DENHARTIGH
RESPONSABLE AGRICULTURE & ALIMENTATION



VALENTIN DESFONTAINES*
RESPONSABLE MOBILITÉS DURABLES



LUCILE DUFOUR
RESPONSABLE POLITIQUES INTERNATIONALES



MEIKE FINK
RESPONSABLE TRANSITION CLIMATIQUE JUSTE



ZOÉ LAVOCAT*
RESPONSABLE DES POLITIQUES CLIMAT & TERRITOIRES



MARINE POUGET*
RESPONSABLE COALITIONS MULTI-ACTEURS INTERNATIONALES



NEIL MAKAROFF
RESPONSABLE DES POLITIQUES CLIMATIQUES EUROPÉENNES

Merci également en 2019 à : Léa Lefèvre, Chargée de communication - campagne transports, Charlotte Izard, responsable des politiques climat & Territoires et à Nina Salaün, stagiaire.

* Ils et elles ont rejoint l'équipe cette année.

2019

EN QUELQUES DATES

7 janvier

LANCEMENT DU **LUNDI VERT** (LE LUNDI SANS VIANDE), COSIGNÉ PAR LE RÉSEAU ACTION CLIMAT.

15 avril

À UN MOIS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, PUBLICATION D'UN **OBSERVATOIRE FAISANT LE BILAN DES VOTES DES EURODÉPUTÉS FRANÇAIS ET DU GOUVERNEMENT SUR LE CLIMAT.**

26 juin

PUBLICATION DU PREMIER RAPPORT DU HAUT CONSEIL POUR LE CLIMAT **"AGIR EN COHÉRENCE AVEC LES AMBITIONS"**.

Janvier Février Mars Avril Mai Juin

5 mars

ONG ET SYNDICATS LANCENT LE **"PACTE DU POUVOIR DE VIVRE"**, CONTENANT 66 PROPOSITIONS POUR FAIRE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE.

5-6 mai

PARTICIPATION DU RÉSEAU ACTION CLIMAT À **LA RÉUNION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU G7.**

16 mars

350 000 PERSONNES MARCHENT DANS LA RUE POUR **LA MARCHÉ DU SIÈCLE.**





COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

En 2019, le Réseau Action Climat a poursuivi ses activités de communication, dont l'accroissement avait été notable en 2018. Ce travail a été mené en identifiant 5 grandes phases de communication dans l'année, en fonction des échéances politiques et des opportunités (élections européennes, sommets internationaux, vote du budget, etc.). Pour chacun de ces temps forts, une stratégie a été développée afin de définir des objectifs, messages, cibles et outils de communication. Ce travail a permis de valoriser nos solutions (individuelles et politiques) d'une part et de coordonner le travail de communication inter-associatif d'autre part. L'accroissement important de l'audience digitale de l'association (fréquentation du site, abonnés sur les réseaux sociaux, etc.) ainsi que les retombées dans les médias attestent de la portée croissante des messages du Réseau Action Climat.

NOS PUBLICATIONS WEB

135 ARTICLES PUBLIÉS

516 000

PAGES VUES SUR LE SITE
RESEAUACTIONCLIMAT.ORG
(EN 2018 : 329 000)

254 000

PAGES VUES SUR LES
AUTRES SITES GÉRÉS PAR
L'ASSOCIATION
(EN 2018 : 172 000)

10 DOSSIERS DE PRESSE

10 PUBLICATIONS IMPRIMÉES

20 ÉDITIONS D'INFOS
DE SERRE, LA NEWSLETTER
DE L'ASSOCIATION

UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LES MÉDIAS

58

COMMUNIQUÉS
ET DOSSIERS DE PRESSE

10

CONFÉRENCES
DE PRESSE

NOS ABONNÉS PLUS NOMBREUX (chiffres mars 2020)

17 000

ABONNÉS À LA NEWSLETTER
INFOS DE SERRE

3000

ABONNÉS INSTAGRAM
(COMPTE CRÉÉ FIN 2018)

22 000

ABONNÉS FACEBOOK

1400

ABONNÉS LINKEDIN
(COMPTE CRÉÉ FIN 2018)

45 000

ABONNÉS TWITTER

LE RÉSEAU ACTION CLIMAT DANS LES MÉDIAS



DES OUTILS DIGITAUX EFFICACES

DES VIDÉOS POUR RELAYER NOS MESSAGES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



413 000 vues cumulées sur Facebook sur les vidéos produites par le Réseau Action Climat

DES INTERVIEWS ENREGISTRÉES LORS DE LA COP25



DES INFOGRAPHIES ET CHIFFRES CLÉS



PUBLICATIONS ET DOSSIERS (QUELQUES EXEMPLES)



AMBITION CLIMATIQUE & SOLIDARITÉ EUROPÉENNE : LE RÔLE DU BUDGET EUROPÉEN



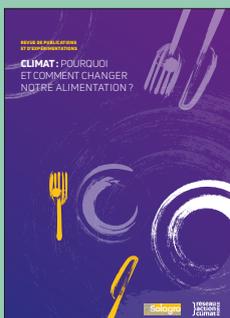
MA VILLE RESPIRE : 10 SOLUTIONS ZÉRO ÉMISSION



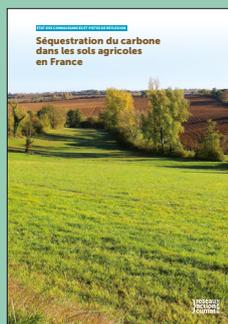
CAHIER DE RECOMMANDATIONS : POLITIQUES PUBLIQUES : POUR UNE ALIMENTATION BÉNÉFIQUE À LA SANTÉ DE TOUS ET AU CLIMAT



OFFRE AUTOMOBILE, CLIMAT ET POLLUTION DE L'AIR : UNE TRANSITION AU RALENTI



REVUE DE PUBLICATIONS ET D'EXPÉRIENCES - CLIMAT : POURQUOI ET COMMENT CHANGER NOTRE ALIMENTATION



SÉQUESTRATION DU CARBONE DANS LES SOLS AGRICOLES EN FRANCE



CACHEZ CES FOSSILES QUE L'ON NE SAURAIT VOIR



UN NOUVEAU CONTRAT POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉCOLOGIQUE ET PLUS JUSTE



5 CHANTIERS POUR UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

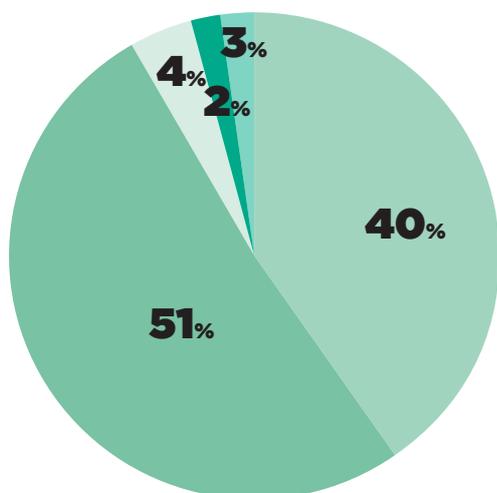


LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR : CLASSEMENT DES 12 PLUS GRANDES AGGLOMÉRATIONS FRANÇAISES SUR LES TRANSPORTS

NOS FINANCES EN 2019

Le compte de résultat au 31 décembre 2019 présente un budget global de 989 279 € (total des produits en 2019) et un excédent de 17 392 €.
(Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2019)

PRODUITS EN 2019



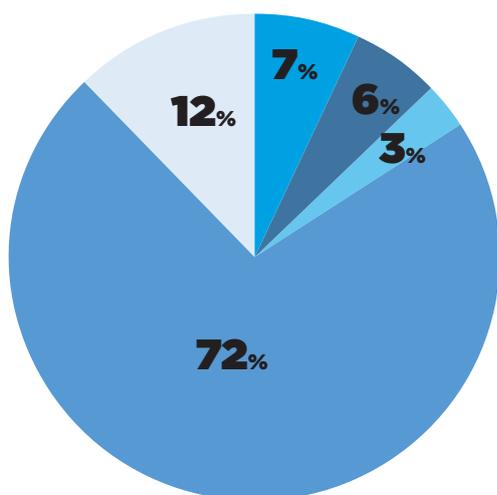
En 2019, les ressources du Réseau Action Climat proviennent à 91% de subventions, publiques et privées, pour un montant de 898 315 €.

Les subventions publiques (40% du total des produits) sont nationales, locales ou européennes. Les subventions privées (51% du total des produits) proviennent de fondations et associations.

Les adhésions (2% des produits) proviennent des associations nationales, locales et régionales membres et des personnes physiques.

- **Subventions publiques (40%)**
- **Subventions privées (fondations et associations) (51%)**
- **Adhésions (2%)**
- **Dons (3%)**
- **Autres produits (ventes, prestations, transferts de charges, etc.) (4%)**

CHARGES EN 2019



Comme chaque année, les charges de personnel (salaires et charges) représentent la plus grande part (72%) des charges de l'association en 2019. Au 31 décembre 2019, le Réseau Action Climat comptait 12 salarié-e-s, en CDI.

- **Salaires et charges (72%)**
- **Élaboration de publications & supports de communication (graphisme, conception de sites internet dédiés, frais d'impression, diffusion, etc.) (7%)**
- **Honoraires (expertise et appui technique sur nos actions) et autres frais d'action (6%)**
- **Frais de mission (3%)**
- **Dépenses de fonctionnement (12%)**

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS EN 2019



RENDRE LES ACTEURS REDEVABLES DE LEURS ACTIONS ET ŒUVRER À UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE SUR LE CLIMAT

Veiller au respect des objectifs qui ont été fixés pour lutter contre le dérèglement climatique est une priorité. En effet, bien souvent, les objectifs que la France s'est donnés tout comme les cibles retenues pour d'autres types d'acteurs (institutions financières, constructeurs automobiles, etc.) ne sont pas atteints. Ces dérapages constants, année après année, méritent d'être mis en lumière pour éclairer les décideurs publics sur les mesures additionnelles à mettre en place pour corriger le tir. Ce renforcement de la gouvernance sur les questions climatiques, via l'apport de plus de transparence sur le respect des engagements pris, est un axe sur lequel le Réseau Action Climat s'est largement investi en 2019.

OBSERVATOIRE CLIMAT-ENERGIE

Où en est la France ?

La France respecte-t-elle ses objectifs sur le climat et l'énergie ?
 Cet outil vise à faire un état des lieux régulier de la transition énergétique et climatique en France
 et à identifier les domaines pour lesquels des mesures complémentaires sont nécessaires.

+4,5%

en 2018

Écart par rapport à l'objectif
 de diminution des émissions
 de gaz à effet de serre

EN SAVOIR +



+6%

en 2018

Écart par rapport à l'objectif
 de diminution de la
 consommation d'énergie

EN SAVOIR +

METTRE EN AVANT LE DÉCALAGE

ENTRE L'ACTION MENÉE PAR LA FRANCE ET LES OBJECTIFS FIXÉS

A lors que les objectifs sur le climat et la transition énergétique étaient révisés, via la loi sur l'énergie et le climat et les documents de programmation (SNBC et PPE), le Réseau Action Climat a mis à jour l'Observatoire Climat-Énergie avec les données de 2018. Ceci a mis en évidence un retard conséquent dans beaucoup de domaines, qu'il s'agisse de la baisse des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction de la consommation d'énergie ou du développement des énergies renouvelables. Ces résultats ont été présentés à l'Assemblée nationale en septembre 2019, avec le comité de pilotage composé de représentants du Réseau Action Climat, du CLER, de la DGEC, de l'ADEME, de l'Iddri et d'EpE.

4,5%

**LE BUDGET CARBONE DE
 LA FRANCE A ÉTÉ DÉPASSÉ
 DE 4,5 % EN 2018, CONTRIBUANT
 AINSI D'AVANTAGE AU
 DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE.**

Page d'accueil de l'observatoire
 lancé par le Réseau Action Climat :
<https://observatoire-europe-climat.fr/>

DÉCLINER L'OBSERVATOIRE NATIONAL AU NIVEAU RÉGIONAL POUR METTRE EN LUMIÈRE OÙ EN SONT LES RÉGIONS

En 2019, le Réseau Action Climat a entamé la déclinaison à l'échelle régionale, de son observatoire national climat-énergie. L'objectif de cette territorialisation de l'observatoire est de rendre publique l'ambition des régions françaises et les principales mesures prévues par ces dernières pour respecter les objectifs qu'elles se fixent dans leur document cadre : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). L'observatoire des régions climat-énergie permet d'améliorer le niveau d'information des citoyens et de rendre transparent l'état d'avancement et l'efficacité des politiques régionales. Le Réseau Action Climat a développé une version bêta de l'observatoire, qui sera officiellement lancé courant 2020.

LE PROJET RÉUNIT PRÈS DE **11 ORGANISATIONS** DANS SON COMITÉ DE PILOTAGE.

RENDRE VISIBLES LES POSITIONNEMENTS DES DÉPUTÉS FRANÇAIS ET DU GOUVERNEMENT PRIS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

À la veille des élections européennes du 26 mai 2019, le Réseau Action Climat a décidé de faire toute la transparence sur l'action sur le climat des députés européens et du Gouvernement français lorsqu'il siège à la table des négociations européennes. À cette fin, il a publié un Observatoire climat des élus européens, qui dresse le bilan de leurs actions et de leurs décisions sur les grandes législations européennes clés pour le climat. L'objectif de ce travail est de permettre à chacun de s'informer de l'action de ses élus dans les institutions européennes et de pouvoir les interpeller. Pour le lancement de cet observatoire, le Réseau Action Climat a organisé une conférence de presse et un débat entre les représentants des grandes listes candidates à cette élection. Il a ainsi contribué à faire du climat un enjeu clé des élections européennes.

75

LES VOTES DES 75 DÉPUTÉS FRANÇAIS DU PARLEMENT EUROPÉEN ONT ÉTÉ ÉTUDIÉS DANS L'OBSERVATOIRE, AU REGARD DE 5 GRANDES THÉMATIQUES : ACCORDS DE COMMERCE ; AGRICULTURE ET FORÊTS ; OBJECTIFS ET POLITIQUES CLIMATIQUES ; TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ; TRANSPORTS.

DÉNONCER LE PEU DE PROGRÈS OPÉRÉS PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les transports restent le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre au niveau français, majoritairement du fait des émissions du trafic routier. La pollution atmosphérique générée par ce trafic a également d'importantes répercussions sur notre santé. Le Réseau Action Climat a publié un bilan de l'évolution du marché automobile en matière de climat, de pollution, et de coûts pour les automobilistes. Il a également publié des propositions pour réorienter le marché automobile et accélérer la transition des flottes dans le cadre de la Loi d'Orientation des Mobilités et du Projet de Loi de Finances pour 2020.

1
C'EST LA PART DE MARCHÉ DES TRÈS GROS VÉHICULES "SUV" AUJOURD'HUI.
LE RÉSEAU ACTION CLIMAT A PUBLIÉ DES PROPOSITIONS POUR LA MISE EN PLACE D'UN "MALUS POIDS" DANS LE CADRE DE L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES.

ÉVALUER LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENGAGEMENT "100 % COMPATIBLE AVEC L'ACCORD DE PARIS" DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

En 2017, de nombreuses banques bilatérales et multilatérales de développement, y compris l'Agence Française de Développement, se sont engagées à rendre leurs activités compatibles avec l'Accord de Paris. Depuis, difficile d'évaluer si ces institutions publiques financières avaient bien respecté ces engagements. Avec les Amis de la Terre France et Oxfam France, le Réseau Action Climat a donc construit une méthodologie pour analyser les performances de trois institutions : la Banque Européenne d'Investissement, Bpifrance Assurance Export et l'Agence Française de Développement. Si cette dernière a réalisé des progrès significatifs, les trois institutions étudiées ont encore de nombreux progrès à réaliser pour respecter leur engagement à 100 %.

12

LE RÉSEAU ACTION CLIMAT A DÉVELOPPÉ UNE MÉTHODOLOGIE, BASÉE SUR 12 CRITÈRES, POUR ÉVALUER L'ALIGNEMENT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES FINANCIÈRES AVEC L'ACCORD DE PARIS. CES CRITÈRES ANALYSENT PAR EXEMPLE L'ÉTAT DE LA COMPATIBILITÉ DES FINANCEMENTS, LES OUTILS MIS EN PLACE POUR RESPECTER CET OBJECTIF ET LA TRANSPARENCE DES INSTITUTIONS.

RENFORCER L'AMBITION DES POLITIQUES NATIONALES

POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Alors que la France a toujours dépassé ses budgets carbone depuis qu'ils existent, l'enjeu en 2019 était à la fois de renforcer l'ambition avec un cap vers la neutralité carbone en 2050, mais surtout que des politiques et mesures nouvelles soient actées pour respecter les objectifs. Le Réseau Action Climat a été force de propositions pour que les secteurs les plus émetteurs, en particulier les transports, le bâtiment et l'alimentation, voient leurs émissions baisser rapidement. La mise en œuvre d'une gouvernance plus robuste de suivi des budgets carbone a été au cœur de nos travaux avec à la fois un soutien aux recommandations du Haut Conseil pour le Climat allant dans ce sens et une contribution aux travaux de la Convention citoyenne pour le climat.

Objectifs de la France

SOURCE : OBSERVATOIRE CLIMAT-ÉNERGIE

2



*en million de tonnes de CO₂

20h

Greta Thunberg Pourquoi attaque-t-elle la France ?

ALIGNER LES NOUVELLES SNBC ET PPE AVEC L'OBJECTIF DE NEUTRALITÉ CARBONE POUR 2050

Le Réseau Action Climat a coordonné le travail de ses associations membres pour porter ensemble des propositions dans le cadre de la révision de la SNBC (Stratégie nationale bas carbone), qui fixe des budgets carbone jusqu'en 2033, et celle de la PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie), qui acte des trajectoires de transition énergétique jusqu'à 2028. Aussi bien au sein des consultations que par une interpellation des politiques et en s'entourant d'alliés, le Réseau Action Climat a soutenu des mesures favorisant la sobriété et l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Alors que certains objectifs étaient revus à la hausse, avec la neutralité carbone fixée à 2050, l'insuffisance des mesures pour atteindre ces objectifs était malheureusement inscrite noir sur blanc dans les documents de programmation.

L'Observatoire climat-énergie a été largement repris par les médias comme ici dans un JT de 20h de France 2.

6%

C'EST LA HAUSSE DU BUDGET CARBONE PRÉVUE DANS LA RÉVISION DE LA SNBC POUR LA PÉRIODE 2019-2023, SOIT AUTANT D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE QUE LA FRANCE S'AUTORISE À ÉMETTRE EN PLUS PAR RAPPORT À CE QUI ÉTAIT PRÉVU.

TRANSFORMER LA LOI ÉNERGIE-CLIMAT

EN SOUTIEN A DES MESURES ADDITIONNELLES

Le décalage de l'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50 % en 2035 (au lieu de 2025) nécessitait une loi. Un texte très court a été présenté au Parlement français en avril 2019. Le Réseau Action Climat s'est mobilisé, avec ses associations membres, afin d'étoffer le projet de loi énergie-climat, en particulier sur deux volets cruciaux pour une transition juste : la rénovation des passoires énergétiques et l'accompagnement des salariés et des territoires en cas de fermeture de site. Le texte final, malgré ses insuffisances, apporte des avancées dans ces deux domaines, dont la mise en œuvre devra être suivie de près.

PROPOSER AUX 150 CITOYENS DE LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT DES MESURES STRUCTURANTES

POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA FRANCE

La Convention citoyenne pour le climat est un exercice inédit dans notre démocratie. Pendant plusieurs mois, 150 citoyens tirés au sort et représentatifs de la population doivent élaborer ensemble des mesures permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans un esprit de justice sociale. Le Réseau Action Climat a contribué à leurs travaux par des interventions à l'invitation des citoyens lors de leurs sessions de travail et au travers de 12 propositions choisies pour leur caractère structurant.

5 ANS

C'EST LE REPORT ENTÉRINÉ PAR LA LOI ÉNERGIE-CLIMAT : **L'OBJECTIF DE BAISSSE DE 7 % DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE EN FRANCE EST DÉCALÉ DE 2018 À 2023** (PAR RAPPORT À 2012).

12

LE RÉSEAU ACTION CLIMAT A CONTRIBUÉ AUX **TRAVAUX DE LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT EN PROPOSANT 12 MESURES STRUCTURANTES.**

SOUTENIR UNE LOI MOBILITÉS

À MÊME DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DU SECTEUR DES TRANSPORTS

Après avoir élaboré en 2018 le projet de loi idéal pour les transports, le Réseau Action Climat a poursuivi sa participation active aux discussions sur la loi d'orientation des mobilités. Plusieurs outils de suivi et d'information ont été développés ou actualisés dans ce cadre : création d'un trombinoscope des député.e.s afin de suivre leurs prises de position et de les interpeller ; actualisation du tableau de bord climatique des transports en fonction des avancées et des reculs du Gouvernement et des parlementaires ; communiqués de presse, etc. Le Réseau Action Climat s'est aussi mobilisé auprès des parlementaires en rédigeant un carnet d'amendements et en intervenant devant les membres du collectif « Accélérons ».

45%

DANS SON TABLEAU DE BORD, LE RÉSEAU ACTION CLIMAT ESTIME QUE SEULEMENT **45% DU CHEMIN A ÉTÉ PARCOURU POUR METTRE LA POLITIQUE NATIONALE DE TRANSPORTS EN COHÉRENCE AVEC LA PROTECTION DU CLIMAT ET LES BESOINS DE MOBILITÉ.**

SOUTENIR L'INTÉGRATION DU CLIMAT DANS LES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Entouré d'un panel d'experts et appuyé par l'association Solagro, le Réseau Action Climat a formulé 70 recommandations de politiques publiques pour une alimentation bonne pour le climat. Ce cahier de recommandations a été porté auprès des décideurs via une restitution publique, une audition à l'Assemblée nationale, une participation active au Conseil National de l'Alimentation et des rendez-vous bilatéraux (CSA, Santé Publique France, Ministère de la santé, de la transition écologique et solidaire, de l'agriculture, etc.). Il a également été présenté auprès d'acteurs de la société civile (table ronde sur l'élevage de la Confédération paysanne, colloque à la Mairie de Paris, intervention auprès de la FNAB, etc.).

70

LE RÉSEAU ACTION CLIMAT A FORMULÉ **70 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES ALIMENTAIRES** BONNES POUR LE CLIMAT.

AGIR EN FAVEUR D'UNE AMBITION CLIMATIQUE RENOUVELÉE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

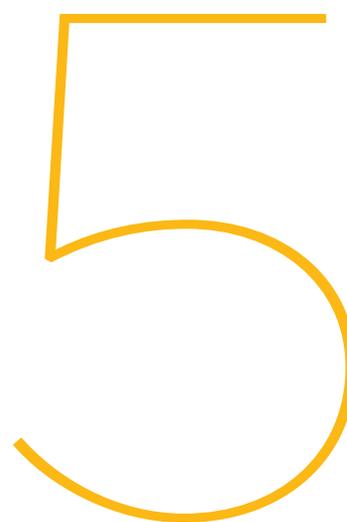
Longtemps en panne d'ambition pour le climat, l'Union européenne semble avoir, en 2019, renoué avec un agenda faisant de la transition écologique une priorité. Ce changement est survenu sous la pression des mobilisations des citoyens européens, des propositions de la société civile comme le Réseau Action Climat et des élections européennes de mai 2019 qui ont consacré le climat comme priorité des citoyens. Face à cela, les dirigeants européens, au premier rang desquels la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont dû faire du climat une priorité de leurs mandats. La Commission a ainsi présenté un agenda ambitieux pour transformer tous les secteurs économiques, le Green Deal européen, qui reprend bon nombre des chantiers identifiés par les ONG. Les Chefs d'Etat et de gouvernement ont, quant à eux, validé l'objectif de neutralité climatique pour l'Union européenne d'ici à 2050. Pourtant, le plus gros du chantier reste ouvert : les actions de court terme. Si l'Europe veut contribuer à limiter le dérèglement climatique à 1,5°C, elle doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 65 % d'ici à 2030. C'est ce débat que demande désormais le Réseau Action Climat, afin que les ambitions de long-terme se reflètent dans des actions de court-terme.



SE SAISIR DE L'OPPORTUNITÉ DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES POUR REMETTRE LE CLIMAT AU CŒUR DU PROJET EUROPÉEN

Le Réseau Action Climat a contribué à faire du climat un enjeu prioritaire des élections européennes du 26 mai 2019, en rappelant que l'Europe pouvait mobiliser 500 millions d'Européens dans le sens de la transition écologique. Pour cela, le Réseau Action Climat a identifié 5 grands chantiers pour réorienter l'Europe vers un projet écologique et solidaire et a interpellé et rencontré des représentants des plusieurs listes aux élections pour en discuter (Les Républicains, Place Publique / PS, Europe Ecologie les Verts, La République en Marche/ Modem, La France Insoumise). Les programmes des candidats ont été analysés à l'aune de nos propositions, permettant aux citoyens d'avoir toutes les informations pour faire leur choix. Cette campagne a contribué à faire du climat une des trois priorités de vote des Français aux élections européennes, verdir le Parlement européen et à inciter la nouvelle Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à proposer un Green Deal européen.

 Campagne du Réseau Action Climat pour les élections européennes de 2019.



**5 GRANDS CHANTIERS
ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS**
PAR LE RÉSEAU
ACTION CLIMAT POUR
REMETTRE L'EUROPE
SUR LES RAILS DE
L'ACCORD DE PARIS.
ILS ONT NOTAMMENT
ÉTÉ REPRIS AU SEIN
DU GREEN DEAL
EUROPÉEN.

TRAVAILLER À LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE LONG TERME ET À UN MANDAT AMBITIEUX SUR LE CLIMAT DANS LE CADRE DU GREEN DEAL

Incités par les ONG dont le Réseau Action Climat, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté l'objectif de neutralité climatique à l'échelle de l'Union européenne d'ici à 2050 en décembre 2019. La Commission européenne a publié une feuille de route pour y parvenir, nommée le Green Deal européen. Le Réseau Action Climat a formulé des propositions pour lier au mieux les enjeux de solidarité et de justice sociale avec ceux de l'ambition climatique. C'est dans ce cadre qu'il a publié ses recommandations pour un Budget européen solidaire et plus ambitieux pour le climat, qui accompagnera les plus vulnérables et les régions les plus défavorisées dans la transition écologique. Cette solidarité européenne sur le climat est la condition à l'accélération de la transition en Europe.

65

-65 % D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE D'ICI À 2030, C'EST **L'OBJECTIF QUE L'EUROPE DEVRAIT SE FIXER** SI ELLE VEUT CONTRIBUER À LIMITER LA TEMPÉRATURE PLANÉTAIRE EN DESSOUS DE 1,5°C.

AGIR SUR L'AMBITION DES POLITIQUES ET MESURES SECTORIELLES NÉGOCIÉES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Le Réseau Action climat a formulé plusieurs recommandations pour une meilleure prise en compte du climat dans la Politique agricole commune (PAC), concernant la filière des légumineuse, l'élevage durable, etc. Ces mesures ont été portées dans le cadre des négociations multi-parties sur la PAC en France, via un petit déjeuner en présence des Parlementaires (avec la plateforme Pour une autre PAC), ou encore via un séminaire organisé par France Nature Environnement au CESE.

Le Réseau Action Climat a également milité en faveur de l'adoption des premières normes CO2 sur les camions au niveau européen. Grâce notamment aux propositions des ONG, des normes ont été adoptées et permettront d'encadrer les émissions des camions à partir de 2019 et jusqu'en 2030. L'enjeu portait notamment sur les niveaux de réduction adoptés pour 2025 et 2030 et sur la mise en place d'objectifs pour la transition technologique des flottes.

15

LES NOUVEAUX CAMIONS VENDUS EN 2025 DEVRONT ÉMETTRE 15 % DE CO2 EN MOINS, PAR RAPPORT À 2019.

SOUTENIR LES INITIATIVES LOCALES

DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

En 2019, l'objectif était clair : préparer les citoyens à se mobiliser en vue des élections municipales de 2020 et encourager les candidats à agir pour le climat. La campagne Alternatives Territoriales fournit des outils et méthodes aux groupes locaux qui souhaitent lancer une campagne locale en faveur du climat : si, depuis 2017, ce travail de plaidoyer local était centré sur les plans climat, le cap des élections municipales 2020 a réorienté le travail. En 2019, les groupes locaux se sont formés au plaidoyer local, via la réalisation de 29 sessions de formation, la réalisation d'un kit pour les élections municipales et la construction d'espaces d'échanges entre groupes locaux.



APPUYER LES MOBILISATIONS LOCALES À TRAVERS LA CAMPAGNE "ALTERNATIVES TERRITORIALES"

Les formations réalisées en 2019 dans le cadre de la campagne Alternatives Territoriales portée par Alternatiba, ANV COP21 et le Réseau Action Climat, ont permis de toucher plus de 900 personnes, afin qu'elles s'engagent pour les politiques publiques locales. Par ailleurs, 8 nouveaux groupes ont vu le jour. Des mobilisations ont également été organisées pour faire passer les messages au niveau local, lors des Marches pour le climat (en organisant des débats, des vélorutions, etc.). Ce travail a permis de préparer les élections à venir : c'est ainsi que 4 groupes sur 5 se sont engagés pour encourager les candidats aux élections municipales à agir pour le climat.

En vue des élections municipales, des campagnes locales ont eu lieu partout en France comme à Paris avec La Rue est à Nous axée sur la pollution de l'air

900

900 PERSONNES ONT ÉTÉ FORMÉES EN 2019 DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE ALTERNATIVES TERRITORIALES.

RENFORCER L'OUTIL D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LEURS PLANS CLIMAT

Après la mise à jour en 2018 de Climat Pratic, qui a fusionné avec le label européen Cit'ergie, la gouvernance de ce nouveau référentiel a été revue afin de mutualiser les efforts et d'identifier de nouveaux partenaires. Pour faire de ce référentiel l'unique outil de la transition pour les collectivités, la communication a été élargie en l'incluant dans le Pacte pour la Transition, en formant les collectivités, mais aussi les citoyens engagés dans des campagnes de plaidoyer local. Afin d'accéder à plus d'acteurs engagés à l'échelle des territoires, 2019 a été l'occasion de réfléchir aux modalités d'un passage de cet outil au numérique.

11

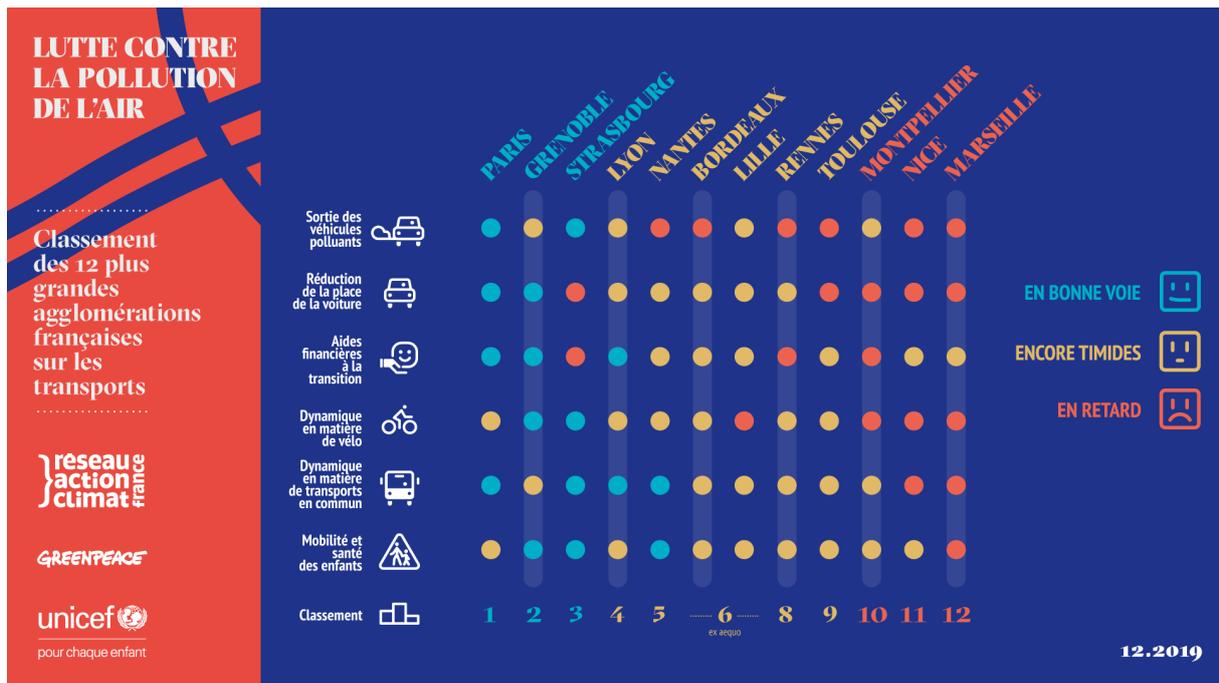
11 FORMATIONS
ONT ÉTÉ RÉALISÉES
SUR CLIMAT PRATIC,
POUR ATTEINDRE
ET MOBILISER
DE NOUVEAUX
ACTEURS.

VALORISER LE POTENTIEL D'EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR DES POLITIQUES LOCALES DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 2019, le Réseau Action Climat et l'Ademe ont continué à promouvoir l'outil TETE (Transition Écologique - Territoires - Emplois), publié en 2018 et développé par Philippe Quirion (CIRED). Un nouveau volet y a été ajouté, pour prendre en compte les emplois dans le secteur des déchets. L'outil permet d'évaluer la création et la destruction d'emplois directs et indirects induits par les politiques de transition écologique, d'ici à 2050, à l'échelle territoriale en utilisant des données d'un PCAET, SRADDET ou d'un autre travail prospectif. L'outil TETE a été utilisé par la région Hauts de France, le Tepos Annecy-Chambéry-Massif des Bauges, GRDF pour la filière biogaz et des nombreux autres bureaux d'études et collectivités. Pour compléter le guide d'utilisation, il existe une vidéo explicative. Des formations sur l'outil sont régulièrement organisées par le CLER - Réseau pour la transition énergétique.

1382

L'OUTIL
TETE A ÉTÉ
TÉLÉCHARGÉ
1382 FOIS
DEPUIS SA
PUBLICATION
EN 2018.



ŒUVRER À LA MISE EN PLACE DE ZONES À FAIBLES ÉMISSIONS AMBITIEUSES DANS LES VILLES LES PLUS POLLUÉES

Tableau synthétique du classement des villes, diffusés sur les réseaux sociaux.

200

En décembre 2019, le Réseau Action Climat a publié un classement des 12 plus grandes agglomérations françaises sur les transports. Réalisé avec Greenpeace France et Unicef France, ce travail a mis en lumière l'enjeu central de la pollution de l'air dans les grandes agglomérations. Aucune d'entre elles n'a encore relevé le défi de la pollution de l'air et les efforts à fournir sont nombreux. Dans la perspective des élections municipales de mars 2020, ce classement a rappelé la nécessité de réduire la place de la voiture au profit de modes de transport moins ou non émetteurs : transports en commun, vélo, marche...

CE TRAVAIL A BÉNÉFICIÉ D'UNE TRÈS BONNE COUVERTURE MÉDIATIQUE, AVEC PLUS DE 200 ARTICLES DE PRESSE, RADIO ET TV.

CONCILIER L'URGENCE CLIMATIQUE ET L'IMPÉRATIF DE JUSTICE SOCIALE

Le mouvement des Gilets jaunes a mis en avant le besoin incontournable de concilier transition écologique et justice sociale. Sans cette dernière, il n'y aura pas de transition écologique. Dans ce contexte, il est crucial que la fiscalité écologique, qui a un rôle majeur à jouer pour baisser les émissions de gaz à effet de serre, n'ajoute pas de l'injustice à celles déjà existantes. C'est le cas de la taxe carbone actuelle, qui impacte proportionnellement plus les ménages à faibles revenus.

Pour assurer l'acceptabilité sociale des mesures de la transition écologique, il faut donc mettre en place des dispositifs d'accompagnement des ménages les plus vulnérables qui n'ont pas les moyens de s'adapter à la hausse relative du prix des énergies fossiles. Il s'agit également de développer et de financer des solutions de rénovation énergétique performante et de mobilité durable accessibles à tous.

Le Réseau Action Climat a agi en faveur d'une transition écologique juste, à la hauteur de l'urgence climatique, tout en tenant compte des ménages en difficulté et des emplois menacés.



Conférence de presse de lancement du Pacte du Pouvoir de vivre, le 5 mars 2019.

DÉVELOPPER DES PROPOSITIONS DE TRANSITION QUI SOIENT AUSSI JUSTES SOCIALEMENT

Il est possible de mettre en place des dispositifs qui permettent à la fois d'accélérer la transition écologique et de diminuer les inégalités sociales. Cependant, certains outils comme la taxe carbone (qui reste un élément essentiel de la politique de lutte contre les changements climatiques) ont plus d'impacts sur le budget des ménages à faibles revenus. Et cela alors que les hauts revenus polluent davantage, à cause de leurs modes de vie et de consommation. Le Réseau Action Climat a contribué au débat visant à rendre la taxe carbone plus juste, via la redistribution d'une partie des recettes aux ménages à faibles revenus, sous forme d'un « Revenu climat ». Un calculateur a été mis en ligne, pour permettre de calculer, à l'échelle d'un ménage, le coût de la taxe carbone et le « Revenu climat ». Par ailleurs, pour s'assurer que le budget de l'État soit analysé au regard de son impact écologique et social, le Réseau Action Climat a plaidé en faveur d'une double évaluation budgétaire.

2,6

LES 10 % DES MÉNAGES AYANT LES REVENUS LES PLUS FAIBLES PAIENT, EN PROPORTION DE LEURS REVENUS, **2,6 FOIS PLUS** DE TAXE CARBONE QUE LES 10% DES MÉNAGES LES PLUS RICHES.

S'ALLIER AVEC D'AUTRES ACTEURS

POUR PORTER
COLLECTIVEMENT
DES PROPOSITIONS
ALLIANT URGENCE
CLIMATIQUE ET
JUSTICE SOCIALE

Le Réseau Action Climat fait partie des 19 organisations (syndicats et associations sociales, environnementales et d'éducation populaire) qui ont, à l'initiative de la CFDT, lancé le Pacte du Pouvoir de vivre. L'objectif était de s'unir pour porter ensemble la convergence des problématiques écologiques et sociales. 66 propositions communes ont été rédigées et visent à ne plus dissocier les questions sociales et les questions environnementales, à ne plus opposer "fin du monde et fin de mois".

A large, stylized blue graphic of the number 66, with the two digits stacked vertically. The top digit is a '6' and the bottom digit is a '6'.

LE PACTE
DU POUVOIR
DE VIVRE A
PROPOSÉ
**66 MESURES
POUR FAIRE
FACE À
L'URGENCE
SOCIALE ET
ÉCOLOGIQUE.**

VERDIR LES FINANCEMENTS POUR RÉDUIRE EFFICACEMENT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Lors du One Planet Summit de 2017, l'OCDE a lancé une initiative visant à promouvoir le verdissement des budgets publics. La France s'est elle-même engagée à produire un état des lieux de son budget et à évaluer son adéquation avec les objectifs de la transition écologique. En 2019, des travaux ont été publiés sur le verdissement du budget de la France, montrant qu'il présentait (en fonction des périmètres et méthodologies choisis) entre 20 et 35 milliards d'euros de financements verts et entre 17 et 25 milliards d'euros défavorables à l'environnement.

Pour le Réseau Action Climat, la transparence de ces flux financiers est un premier pas dans la bonne direction. Cependant, le Gouvernement ne doit pas s'arrêter à l'évaluation et doit en tirer les leçons, en mettant en place une trajectoire de suppression des subventions aux énergies fossiles, qui soit socialement acceptable.

En 2015 et 2016, les pays du G7 ont gaspillé au moins **100 milliards de dollars** d'argent public...
...en subventionnant les **énergies fossiles.**

Photomontage réalisé et diffusé par le Réseau Action Climat pour dénoncer les subventions aux énergies fossiles.

PROPOSER UN BUDGET VERT POUR 2020

QUI PRÉVOIT
LA SUPPRESSION
DES SOUTIENS AUX
ÉNERGIES FOSSILES
ET FINANCE LES
ALTERNATIVES

Le Réseau Action Climat a formulé et porté, auprès du Gouvernement et des parlementaires, des propositions en faveur d'un projet de loi de finances écologique et solidaire pour 2020. Un cahier d'amendements a été mis à leur disposition. Le Réseau Action Climat s'est exprimé sur la nécessité de mener une double évaluation budgétaire « sociale et environnementale », pour assurer une transition écologique et juste. Il a par ailleurs fait partie du comité de pilotage mis en place par I4CE pour son étude relative à « quel budget pour le climat ? » et est intervenu à son événement de lancement organisé à l'Assemblée nationale le 1er octobre. Bien que la loi de finances aborde la question de la diminution de certaines niches fiscales en faveur des énergies fossiles, les garanties à l'export ou encore la transformation d'un des systèmes d'aides à la rénovation énergétique, les propositions manquent d'ambition par rapport aux engagements climatiques de la France.

80

LE CONSEIL
CONSTITUTIONNEL
A ENTÉRINÉ
**L'EXCLUSION DE
L'HUILE DE PALME
DE LA LISTE DES
BIOCARBURANTS**
AU 1^{ER} JANVIER 2020,
ACTANT LA FIN D'UN
AVANTAGE FISCAL
ESTIMÉ ENTRE 70 ET
80 MILLIONS D'EUROS
PAR AN POUR TOTAL.

FAIRE DE LA SUPPRESSION DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES UNE PRIORITÉ POUR LE G7

Les pays du G7 se sont engagés à mettre un terme à leurs subventions aux énergies fossiles d'ici à 2025. Pourtant, en 2015 et en 2016, ces subventions représentaient toujours 100 milliards de dollars par an. Dans le cadre de la Présidence française du G7, le Réseau Action Climat a donc développé des propositions pour que les pays du G7 respectent leur promesse, notamment en élaborant des feuilles de route de fin des subventions. Il a également dénoncé lors de l'ensemble des réunions du G7 (Finance, Environnement et Sommet des Chefs d'États) les contreperformances de ces pays.

1

UNE REVUE PAR LES PAIRS.

EN MARGE DU G7, LA FRANCE A ANNONCÉ AVEC L'INDE QU'ELLES LANCERAIENT **UNE REVUE PAR LES PAIRS DE LEURS SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES.** CET EXERCICE A POUR BUT D'ÉVALUER DE MANIÈRE TRANSPARENTE LES SUBVENTIONS EXISTANTES.

TENIR LA FRANCE RESPONSABLE DE SES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES INTERNA- TIONAUX

L'année 2019 a été marquée en France, comme dans le reste du monde, par une succession sans précédent de mobilisations citoyennes. Ces dernières ont appelé les gouvernements à répondre à la crise climatique, mais aussi à adopter des mesures pour améliorer les conditions sociales et lutter contre la pauvreté. Dans le même temps, les scientifiques du GIEC et de l'IPBES ont continué à alerter sur les crises climatique et de la biodiversité.

Les rencontres internationales du G7, du Sommet Action Climat de l'ONU et de la COP25 devaient être l'occasion pour la France et pour les autres pays de reconnaître leur responsabilité dans l'inaction climatique. Il s'agissait aussi de préparer l'année 2020, au cours de laquelle ils doivent adopter des plans nationaux et objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre compatibles avec la limitation du réchauffement global à 1,5°C. Les pays devaient aussi démontrer que les luttes contre les inégalités sociales et le dérèglement climatique doivent aller de pair et appellent des réponses communes.



La marche pour le climat à Madrid réunit plus de 500 000 personnes

ENCOURAGER LA FRANCE À MONTRER L'EXEMPLE SUR LE CLIMAT AU SEIN DU G7

En août 2019, la France accueillait le sommet des pays du G7 qui sont parmi les plus riches et les plus pollués de la planète. Cette présidence devait être l'occasion de faire du climat une préoccupation prioritaire du G7 mais aussi d'annoncer des engagements nationaux en cohérence avec les objectifs pris sur la scène internationale. Le Réseau Action Climat a donc développé puis porté, avec ses partenaires français et internationaux, des recommandations pour que les pays du G7 fassent leur juste part pour limiter le réchauffement à 1,5°C, défendent une transition juste, mobilisent des financements pour le Fonds vert pour le climat et protègent les forêts. Le Sommet était également l'occasion de dénoncer l'inaction de ces pays dans les médias en comparant leur absence de performances dans ces 4 domaines.



LORS DU SOMMET DU G7, LA FRANCE A ANNONCÉ **LE DOUBLEMENT DE SA CONTRIBUTION FINANCIÈRE AU FONDS VERT POUR LE CLIMAT**, POUR ATTEINDRE 1,5 MILLIARD D'EUROS.

RENFORCER LES ENGAGEMENTS DE LA FRANCE

LORS DU SOMMET ACTION CLIMAT DE L'ONU

Le Sommet Action Climat organisé par le Secrétaire Général des Nations-Unies devait être l'occasion pour la France de renforcer ses engagements en faveur du climat, après les conclusions décevantes du G7. Les ONG du Réseau Action Climat ont développé des demandes pour que la France prenne des engagements dans 4 domaines spécifiques : l'ambition de l'Union européenne, le financement des énergies fossiles, la protection des forêts et la solidarité internationale. Une vidéo a également été réalisée pour souligner la responsabilité de la France sur les questions de la finance climat, sujet dont elle était en charge en vue du sommet de l'ONU.

-55%

LORS DU SOMMET ACTION CLIMAT DE L'ONU, EMMANUEL MACRON A SOUTENU POUR LA PREMIÈRE FOIS **L'OBJECTIF DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE -55 % D'ICI À 2030** POUR L'UNION EUROPÉENNE.

À LA COP25, PRÉPARER LA DERNIÈRE MARCHE AVANT 2020

Comme chaque année, le Réseau Action Climat a participé à la COP. Plusieurs objectifs étaient identifiés : obtenir des pays qu'ils expliquent comment ils adopteraient des plans climatiques ambitieux en 2020, en les conciliant avec la lutte contre les inégalités sociales ; faire en sorte que les principes de l'Accord de Paris soient respectés, par exemple dans le cadre des marchés carbone, pour que les règles discutées à la COP ne créent pas une brèche irréparable dans l'action climatique ou ne bafouent pas les droits des populations locales. Malgré une mobilisation sans précédent dans les rues de Madrid, combinées à des actions de plaidoyer dans l'enceinte de la COP, la voix de la société civile n'a pas été écoutée par les États, et la COP25 s'est soldée sur des résultats en complet décalage avec l'urgence climatique.

500 000

500 000 PERSONNES ONT MARCHÉ DANS LES RUES DE MADRID EN DÉCEMBRE 2019, POUR DEMANDER PLUS D'ACTION CLIMATIQUE ET DE JUSTICE SOCIALE AUX PAYS RÉUNIS À LA COP25.

PARTICIPER À L'INFORMATION DES CITOYENS SUR L'URGENCE CLIMATIQUE

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié en septembre 2019 un rapport intitulé « Océan et cryosphère dans le contexte du changement climatique », révélant de nouvelles connaissances très importantes. Pour les mettre en avant, le Réseau Action Climat a poursuivi son travail de décryptage des avancées de la science du climat. Il a publié plusieurs outils pédagogiques afin d'informer les citoyens sur ces nouvelles données disponibles sur les conséquences du réchauffement sur l'océan et la glace.



PUBLIER DES ARTICLES DE DÉCRYPTAGE ET DES DATA VISUALISATIONS

Pour accompagner la publication et faciliter la compréhension du rapport spécial du GIEC «Océan et cryosphère dans le contexte du changement climatique», le Réseau Action Climat a publié plusieurs supports de décryptage. D'abord, une synthèse détaillée, au format PDF, accessible en téléchargement sur le site web ; ensuite, un article pédagogique résumant le contenu du rapport ; enfin, plusieurs éléments de data-visualisation, diffusés sur les réseaux sociaux, mettant en avant les grandes tendances révélées par le GIEC sur la montée du niveau des océans, la fonte du Groenland, de l'Antarctique, de la neige et des glaciers de montagne, etc.

1,10

SANS RÉDUCTION DE NOS ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE, **L'ÉLÉVATION MOYENNE DU NIVEAU DE LA MER POURRAIT ATTEINDRE 1,10 MÈTRE EN 2100** (HAUSSE MAXIMALE DANS LE SCÉNARIO RCP 8.5, PAR RAPPORT À LA PÉRIODE 1986-2005).

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour une transition écologique, solidaire et équitable.

Le Réseau Action Climat est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques. Il regroupe 22 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques, de lutte contre la pauvreté et de solidarité internationale. Il rassemble également des associations locales et régionales et des adhérents individuels. Sa mission est d'informer les citoyens des causes et impacts des changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations.

**Découvrez l'action du Réseau Action Climat
et impliquez-vous avec nous sur le site :
<https://reseauactionclimat.org>**

Nous contacter :

Réseau Action Climat - France
Mundo M - 47 Avenue Pasteur - 93100 Montreuil
Tél : 01.48.58.83.92

Sur notre site : <https://reseauactionclimat.org/contact/>

Nous suivre :

Twitter : @RACFrance
Facebook : <https://www.facebook.com/ReseauActionClimat>
Instagram : @reseauactionclimat
LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/reseau-action-climat>

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques

